



Nous, collectifs anti gaz, huiles et pétrole de schiste sommes divers et avons choisi un fonctionnement sans représentation et non hiérarchisée où chaque collectif et chaque membre est libre et responsable quant à ses propos et ses actions.

Unanimement, nous déclarons :

### **Pas de deux, promesses et chaussetrappes**

Quels desseins cachés révèlent l'offensive médiatique des pétroliers de cet été ? Que révèle le discours flou et contradictoire des différents membres du gouvernement ? Ce pas de deux entre les pétroliers et le gouvernement à la veille de la conférence environnementale, nous dévoile une volonté manifeste de lancer les opérations d'exploration, puis d'exploitation des "gaz et huiles de schiste", l'une n'allant pas sans l'autre.

En effet, chacun sait qu'il n'y a plus, aujourd'hui, en France, de gisements d'hydrocarbures accessibles sans stimulation ou techniques néfastes pour l'environnement à court, moyen et très long terme.

C'est pourquoi, les collectifs citoyens contre les gaz, huiles et pétrole de schiste s'opposent à toutes les explorations et exploitations d'hydrocarbures tant terrestres que maritimes, car elles utilisent des techniques destructrices pour l'environnement et entraînent des conséquences désastreuses pour l'économie des territoires, la santé des populations et le climat.

Aussi, les collectifs citoyens contre les gaz, huiles et pétrole de schiste, réaffirment comme nécessité :

- La reprise en main par les citoyens des décisions qui les concernent ;
- La reconnaissance de la terre, de l'eau, de l'air, du vivant et des ressources en énergie, comme biens communs inaliénables et accessibles à tous, garants du bien-vivre ;
- Le refus de la marchandisation de la nature et de ses ressources, notamment en dénonçant les pièges de l'économie verte.

Nous remettons en cause le système économique et productiviste dominant que cherchent à renforcer les puissances publiques et financières à tous les niveaux, nationaux, européens et internationaux.

Nous récusons les manœuvres utilisant l'esprit de la loi du 13 juillet 2011, comme le projet de résolution du Parlement européen qui donne une feuille de route à la Commission européenne et aux États membres, répondant ainsi aux attentes des industriels et des spéculateurs.

Nous exigeons, que le code minier réformé après un débat citoyen, soit intégré dans le code de l'environnement. Dans ce nouveau code, la responsabilité pénale des sociétés-

mères, de leurs filiales et de leurs dirigeants, pour leurs activités en France comme à l'étranger, doit être pleine et entière et non limitée dans le temps. De plus nous demandons la création de cours pénales, européenne et internationale, pour l'environnement.

Nous dénonçons la construction de l'acceptabilité sociale d'activités criminogènes à l'encontre de l'environnement et des populations, aux niveaux local et international. Cette construction, relayée par certains médias, nous fait miroiter une chimère : le "redressement productif", et promet une pseudo indépendance énergétique et d'hypothétiques créations d'emplois, sur fond de crise économique.

Nous sommes critiques quant à ce qui émergera de la conférence "environnementale" des 14 et 15 septembre 2012.

La table ronde sur l'énergie va elle utiliser comme base de travail l'un des plans de transition énergétique citoyens existants\* ?

- Nous savons que nous pouvons développer un système énergétique propre, efficace, créateur d'emplois et peu cher.
- Nous pouvons nous affranchir des pollutions que produisent le nucléaire et les énergies carbonées.
- Nous demandons un engagement pour une sobriété et une transition énergétiques, basées sur les énergies décarbonées et pérennes.
- Nous attendons donc du gouvernement qu'ils mettent immédiatement en œuvre les conditions politiques et industrielles pour aller dans ce sens.

Face à l'urgence, nous réaffirmons la légitime détermination des collectifs à combattre fermement toutes explorations et exploitations d'énergies fossiles, quelques soient les techniques. Nous restons mobilisés et appelons les citoyens à devenir acteurs de leur avenir.

Soyons nombreux le 22 septembre, à la Journée internationale contre la fracturation et les gaz et huiles de schiste ("Global Frackdown") sur les rassemblements de Saint Christol-Lèz-Ales (Gard), Tournan en Brie (Seine et Marne), Aix les Bains (Savoie) et Beaumont de Lomagne (Tarn et Garonne).

Les collectifs contre les gaz et huile de schiste réunis en coordination à Ginestas (Aude), les 8 et 9 septembre 2012.

\* Type Négawatt.

**<http://www.nongazdeschiste.fr/>**